



Augmentation des licenciements et des prix tandis que les groupes pétroliers affichent des bénéfices records

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 12 février 2008

[WSWS](#) 12 février 2008

Thème: [Économie](#), [Pétrole](#), [Gaz de schiste](#),
[Énergie](#), [Transnationales](#)

Devant la peur grandissante que l'économie américaine ne glisse vers une récession, accompagnée par une intensification des licenciements et des attaques contre le niveau de vie de la population laborieuse, les grands groupes pétroliers ont une fois encore enregistré des bénéfices records.

Exxon Mobil, la compagnie américaine numéro un mondial des compagnies pétrolières, a annoncé vendredi avoir battu son propre record en réalisant le plus gros bénéfice de l'histoire et en engrangeant l'année dernière la somme colossale de 40,66 milliards de dollars, soit une augmentation de 3 pour cent par rapport à 2006.

Le bénéfice enregistré par cette entreprise à elle seule était supérieur au produit intérieur brut des deux tiers des pays du monde, rangeant l'entreprise entre l'Equateur et le Luxembourg alors que ses ventes totales, s'élevant à plus de 404 milliards de dollars, dépassent le produit intérieur brut de 120 pays.

Chevron, la deuxième compagnie pétrolière américaine, a fait état de 18,7 milliards de bénéfices pour cette année, en affichant une hausse de 9 pour cent par rapport à 2006 alors que le numéro trois des compagnies pétrolières, ConocoPhillips, a récolté 11,9 milliards de dollars, correspondant à une baisse effective par rapport à 2006, en raison de sa perte de licences au Venezuela.

Royal Dutch Shell pour sa part a enregistré un bénéfice annuel de 27,6 milliards de dollars, un record pour des compagnies européennes.

Les bénéfices du quatrième trimestre, durant lequel les prix du pétrole ont brièvement atteint 100 dollars le baril, ont augmenté pour atteindre un taux énorme. Exxon Mobil a vu grimper de 14 pour cent ses bénéfices au cours de ces trois derniers mois ; Chevron, de 29 pour cent, ConocoPhillips, 37 pour cent ; Shell, 60 pour cent.

Les trois grosses compagnies pétrolières américaines ont enregistré au quatrième trimestre des bénéfices conjoints s'élevant à 10 millions de dollars par heure pour chaque heure de la journée et chaque jour de l'année.

Ces bénéfices exceptionnels n'étaient pas dus à une augmentation de la productivité des grosses compagnies pétrolière, mais bien plutôt à une montée en flèche des prix du pétrole due en grande partie à la spéculation qui sévit.

« L'histoire des pays pétroliers, c'est celle du déclin de la production qui a été plus que compensé par les prix record du pétrole », a dit Robert Van Batenburg, directeur de la recherche au Louis Capital Markets de New York, au service d'information *Bloomberg News*.

Lors d'une réunion vendredi à Vienne, les ministres du pétrole de l'OPEC ont repoussé les appels du président Bush d'accroître la production afin de faire baisser les prix. Les ministres ont rétorqué que la vraie cause de la hausse des prix était la spéculation incontrôlée et les investisseurs fuyant un dollar affaibli au profit d'une sécurité plus grande en valeurs pétrolières.

Ces mêmes augmentations de prix qui ont rempli les coffres des grosses compagnies pétrolières ont eu un effet dévastateur sur les conditions de vie des gens ordinaires. Selon le ministère américain du Travail, les prix de l'essence et du fioul domestique ont augmenté de 29,4 pour cent en 2007. Entre-temps, le ministère prédit une hausse de 38 pour cent des coûts de chauffage cet hiver par rapport à l'hiver dernier, avec les familles moyennes payant 551 dollars de plus pour le fioul domestique au cours de cette année budgétaire.

Un récent sondage du *NBC-Wall Street Journal* a montré que 70 pour cent des personnes interrogées ont déclaré que la montée en flèche des coûts de l'essence et du fioul domestique constituait à elle seule le plus grand facteur économique qui les touchait directement. Dans des conditions où des dizaines de millions de travailleurs dépendent de leurs voitures pour aller travailler, l'essence est une nécessité de base, et la hausse des prix oblige les familles à réduire les dépenses dans d'autres secteurs de besoins essentiels. De nombreux analystes ont imputé une part importante du recul des dépenses des consommateurs à l'évolution des coûts élevés du pétrole.

Pour les sections les plus pauvres de la classe ouvrière, le choix se situe entre « manger ou se chauffer » dans des conditions où les moyens financiers d'aide au chauffage arrivent à manquer dans de nombreux Etats. Les familles à bas revenu dépensent en moyenne 15 pour cent de leur revenu pour leurs factures énergétiques.

L'escroquerie à la pompe à essence a fait bondir le prix de l'essence au-delà de la marque des 3 dollars signifiant que beaucoup de travailleurs recevant un salaire minimum sont obligés de dépenser le quart de leur revenu ou plus uniquement pour faire le plein d'essence.

Alors que la grande majorité de la population est confrontée à ces sacrifices imposés, les bénéfices faramineux dont jouissent les compagnies pétrolières ont servi à verser des sommes obscènes aux directeurs des grosses compagnies pétrolières.

Rex Tillerson d'Exxon Mobil, par exemple, a empoché près de 22 millions de dollars l'année dernière alors que Dave O'Reilly de Chevron a encaissé des indemnités totalisant 31,6 millions de dollars l'année précédente et James Mulva de ConocoPhillips a engrangé près de 15 millions de dollars.

Le chef de file a été Ray Irani, le patron d'Occidental Petroleum, dont le salaire a dépassé 52 millions de dollars. Tout comme dans le cas de ses homologues des autres grosses compagnies pétrolières, il ne s'agit là toutefois que d'une partie de l'histoire. Irani a levé en 2006 des stock options d'une valeur de 270 millions de dollars et a également reçu 93 millions de dollars pour avoir choisi de sortir du programme des indemnités compensatrices, faisant passer ainsi en 2006 la somme totale de ses indemnités à 415 millions de dollars.

Les compagnies pétrolières recourent souvent aux bénéfices inattendus pour racheter leurs propres actions, en en faisant ainsi grimper le prix et en enrichissant de ce fait à la fois les actionnaires et les patrons. Chevron, par exemple, a annoncé vendredi qu'ils avaient racheté pour 7 milliards de dollars de leurs actions ordinaires au cours de l'année 2007. ConocoPhillips a dit avoir également racheté pour 7 milliards de dollars d'actions en 2007 et la compagnie avait annoncé en juillet dernier qu'elle rachètera des actions pour 15 milliards de dollars d'ici la fin 2008.

Le président Bush a prononcé vendredi un discours sur l'économie à Kansas City mais la question des prix de l'énergie, sans parler des bénéfices massifs enregistrés par les groupes énergétiques, n'a jamais été abordée. Au lieu de cela, il a relancé son mesquin « stimulus package » (paquet de mesures économiques) accepté par les démocrates et qui couvrira à peine les augmentations du prix du gaz et du fioul domestique que doit payer la population américaine.

Il a cependant appelé à ce que le Congrès rende permanente sa réduction d'impôts. Celle-ci comprend des milliards de dollars d'allègements fiscaux et de cadeaux accordés aux compagnies énergétiques, et appliqués dans des conditions dans lesquelles les profits s'envolent déjà.

Durant la campagne électorale de 2008, la candidate démocrate présidentielle, la sénatrice Hillary Clinton, a abordé le sujet des « droits appliqués aux bénéfices non anticipés » (windfall fee) réalisés sur les profits pétroliers comme une « incitation » pour les gros groupes pétroliers de développer des sources alternatives d'énergie. Tous deux, elle et son rival pour la nomination, le sénateur Barack Obama, ont appelé au renversement des suppressions d'impôts pour les géants énergétiques. Ni l'un ni l'autre, cependant, n'a avancé ces propositions de façon claire et nette durant leur campagne électorale, et il y a peu de chance que le Congrès, qui regorge de l'argent du pétrole, approuve les nouveaux impôts pour ces entreprises.

Le dernier impôt en date sur les bénéfices exceptionnels avait été adopté par le gouvernement Carter en 1980. Il fut abrogé au bout de huit ans, après avoir généré tout juste 80 milliards de dollars, à peine 20 pour cent de ce qui avait été prévu, en raison des nombreuses échappatoires fiscales fournies aux compagnies pétrolières.

Les bénéfices massifs annoncés par les grosses compagnies pétrolières dans une situation où des millions d'Américains sont confrontés à des salaires en baisse, des saisies immobilières, des évictions et une menace croissante de licenciement, ne manquera pas de provoquer une indignation tout à fait justifiée.

En plus de tirer parti de la misère économique qui règne aux Etats-Unis, le rôle des compagnies pétrolières sur la scène mondiale est celui de la violence et de la destruction. Exxon Mobil et les autres ont dépensé des millions pour financer des groupes « scientifiques » de façade afin de promouvoir la notion que le réchauffement de la terre n'est rien qu'une théorie et pas un fait, dans l'espoir d'éviter tout effort de s'attaquer au changement climatique, ce qui pourrait freiner leur profit.

Entre-temps les géants pétroliers ont joué un rôle clé dans la montée du militarisme américain qui a eu pour but en grande partie l'établissement de l'hégémonie américaine dans les régions riches en pétrole du Proche-Orient et d'Asie centrale. Pas plus tard que cette semaine, un journal irakien a rapporté que des compagnies pétrolières américaines

proposaient de soudoyer avec des espèces sonnantes et trébuchantes des élus locaux pour les inciter à voter des lois qui leur permettraient de démarrer l'exploitation des ressources pétrolières du pays.

Les bénéfices massifs enregistrés par les compagnies pétrolières en 2007 représentent en dernière analyse un autre transfert de la richesse des grandes masses de la population laborieuse vers une élite financière. Les décisions émanant de ces quelques groupes géants qui exercent une influence tellement énorme sur la vie de millions de gens sont prises entièrement du point de vue de leurs propres intérêts économiques.

La lutte contre l'inégalité sociale, le militarisme et la destruction de l'environnement requiert que ces entreprises soient retirées des mains de propriétaires privés pour être transformées en établissements publics, sous contrôle démocratique et dirigées dans l'intérêt de la population dans son ensemble.

Article original publié en anglais, WSWS, paru le 2 février 2008. Version française parue le 8 février 2008.

Copyright WSWS.

La source originale de cet article est [WSWS](#)
Copyright © [Bill Van Auken](#), [WSWS](#), 2008

Articles Par : [Bill Van Auken](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca